



PREFECTURE DE POLICE
Direction de l'immobilier et de l'environnement
Sous-direction de la construction
Bureau de la Maîtrise d'Ouvrage 2
1 bis Rue de Lutèce 75 195 PARIS cedex 04

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX

Contenu des éléments de mission

Opération de construction d'un parking pour le futur commissariat de police à Epinay-sur-Seine

Le présent CCTP porte sur les prestations suivantes :

- Amiante :
 - o Réalisation d'un repérage amiante avant travaux ;
 - o Réalisation d'un repérage amiante avant démolition ;
 - o Réalisation des mesures d'empoussièrement ;
 - o Réalisation d'un examen visuel après travaux.

Table des matières

1.	LIVRE I : AMIANTE	3
1.1	CONDITIONS D'INTERVENTION DU TITULAIRE	3
1.1.1	GÉNÉRALITÉS	3
1.1.2	MODE OPÉRATOIRE.....	3
1.1.3	CONTRAINTE D'INTERVENTION	3
1.1.4	SÉCURITÉ	4
1.1.5	TRAVAIL EN HAUTEUR	4
1.1.6	PROTECTION, RÉPARATION, REMISE EN ÉTAT ET NETTOYAGE DES INSTALLATIONS EXISTANTES	4
1.2	PRESCRIPTION RELATIVES AUX REPÉRAGES.....	5
1.2.1	PRESCRIPTION COMMUNES AUX MISSION DE REPÉRAGES DES MPCA	5
1.2.2	REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX	5
1.2.3	REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION	6
1.3	MESURES D'EMPOUSSÈREMENT	6
1.3.1	TYPOLOGIE DES MESURES D'EMPOUSSÈREMENT	6
1.3.2	MODALITÉS DE RÉALISATION.....	7
1.4	EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE	8
1.4.1	MÉTHODOLOGIE DE L'EXAMEN VISUEL AMIANTE.....	8
1.4.2	MODALITÉS DE LA PREMIÈRE ÉTAPE DE L'EXAMEN VISUEL APRÈS DÉSAMANTAGE	8
1.4.3	MODALITÉS DE LA DEUXIÈME ÉTAPE D'EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX.....	8
1.5	PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE ET/OU AFFICHAGE DE PLAN PAR ZONE	9

1. LIVRE I : AMIANTE

1.1 CONDITIONS D'INTERVENTION DU TITULAIRE

1.1.1 GÉNÉRALITÉS

Rappel sur les matériaux ciblés dans la liste de matériaux et produits de l'annexe A de la norme NF X 46- 020.

1. Liste A :

Les flocages, les calorifugeages et certains types de faux-plafonds, pouvant libérer des fibres d'amiante du seul fait de leur vieillissement.

2. Liste B :

Les matériaux tels que les plaques d'amiante-ciment, les dalles de sol en vinyle amiante ou les conduits de vides ordures, dans lesquels l'amiante est lié à un autre matériau solide, pour lesquels le risque de dispersion des fibres intervient notamment à l'occasion de travaux.

La liste B actuelle est une reprise de l'ancienne liste à laquelle ont été ajoutés des éléments extérieurs à rechercher : toitures, bardages, façades légères et conduits en toiture et façade.

Le repérage complémentaire des éléments de la liste B qui ne figuraient pas dans l'ancienne liste doit être effectué :

- Lors de la mise à jour du DTA ;
- Avant tous travaux impactant les matériaux de la liste B ;
- À l'occasion des prochaines évaluations de l'état de conservation des matériaux de la liste A ;
- Au plus tard dans les 9 ans à compter de la d'entrée en vigueur du décret du 3 juin 2011, soit avant le 3 juin 2020.

3. Liste C :

Les matériaux et produits contenant de l'amiante à repérer avant une démolition, étant rappelé que cette liste n'est pas exhaustive, comme rappelée à l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2013.

1.1.2 MODE OPÉRATOIRE

Le titulaire joint à son offre les modes opératoires tels que définis à l'article R4412-145 du Code du travail pour chaque processus susceptible d'être mis en œuvre lors de la mission.

Le niveau d'empoussièrement de chaque processus doit être justifié. Les dispositifs de protection mis en place sont détaillés en particulier pour la protection des surfaces en milieu intérieur.

1.1.3 CONTRAINTES D'INTERVENTION

Le service bénéficiaire se réserve le droit de définir des contraintes d'intervention. Le titulaire doit prendre en compte les différentes zones suivantes, sans que la liste soit exhaustive :

- Zones concernées par une activité et/ou passage permanent ;
- Zones de bureaux ;
- Zones en occupation 24/24h ;
- Zones extérieures (parking ouvert, toitures comprises) ;
- Zones techniques (chaufferies, vide sanitaire, locaux techniques CVC, sécurité incendie, machineries ascenseurs et monte-charges, ...) ;

- Zones sensibles et militaires
- Parkings couverts.

En fonction des zones de l'activité, les mesures compensatoires suivantes doivent être prises :

- Le cas échéant, calfeutrement étanche des zones d'intervention afin de gérer le risque de pollution par émission non contrôlée de fibres d'amiante ;
- Protection des matériels non évacuables ;
- Gestion des nuisances sonores par adaptation des heures de travail en fonction des zones ;
- Intervention en horaires décalés (de « nuit », le samedi, le dimanche et les jours fériés) pour les zones particulièrement sensibles et dont l'activité ne peut être transférée.

En fonction des contraintes d'intervention, le service bénéficiaire peut refuser l'accès à un site à une personne qui ne répondrait pas préalablement aux règles de sécurité ou aux conditions d'accès au site.

1.1.4 SÉCURITÉ

En application des articles R4512-6 et suivants du Code du travail, un plan de prévention doit être établi préalablement à la visite. Les risques étant propres à chaque site, le titulaire prend l'attache du conducteur d'opérations pour l'établissement du plan de prévention.

1.1.5 TRAVAIL EN HAUTEUR

Par dérogation à l'article 4.3.2 de la norme NF X 46-020, le titulaire doit disposer de tous les équipements nécessaires à la bonne exécution de sa mission. Cela inclut les moyens de levage spécifiques et appropriés pour accéder aux zones en hauteur standards (jusqu'à 3,50 mètres de hauteur). Le titulaire utilisera et mettra en œuvre ces équipements dans le cadre du plan de prévention.

Lors de la visite de reconnaissance, l'opérateur identifie les moyens d'accès particuliers qui lui sont nécessaires (plate-forme individuelle roulante/légère, échafaudage roulant, nacelles autoportées, etc.). Dans le cas où ils nécessitent une location auprès d'un tiers ou occasionne des frais de mise à disposition ou de manipulation, un devis est établi à la charge du bénéficiaire. Les frais ainsi générés doivent être inclus dans le montant de la prestation.

1.1.6 PROTECTION, RÉPARATION, REMISE EN ÉTAT ET NETTOYAGE DES INSTALLATIONS EXISTANTES

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour la protection des existants (bâchage des matériels sensibles, sas de sécurité, etc.).

Les éventuelles réparations remises en état ou ajouts de matériaux nécessaires suite à la réalisation d'investigations approfondies destructives sont à la charge du titulaire. Il a pour obligation de restituer les lieux ou matériels dans le même état de conservation avant son arrivée.

Le titulaire procède à la remise en place et au remontage des ouvrages ou parties d'ouvrage qu'il a lui-même déplacés ou démontés (hors parties endommagées lors des investigations destructives). Hors prélèvement destructifs préalablement autorisés par le service bénéficiaire, tous les dégâts ou interruptions de service qui peuvent résulter de la faute du titulaire sont réparés à ses propres frais.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations et après mise en demeure restée sans effet, le service bénéficiaire peut les faire exécuter aux frais du titulaire. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour le nettoyage et l'évacuation des déchets qu'il a générés.

Le nettoyage est exécuté avec un aspirateur à filtre à « très haute efficacité » (THE). La zone d'intervention est stabilisée au moyen d'un produit permettant la fixation des fibres éventuellement résiduelles afin d'éviter toute propagation des poussières générés lors des sondages et prélèvements.

Les déchets liés à l'intervention (EPI, filtres polyane, etc.) sont de la responsabilité du titulaire. La prise en charge financière du traitement de ces déchets est incluse dans les prix de la mission.

1.2 PRESCRIPTION RELATIVES AUX REPÉRAGES

1.2.1 PRESCRIPTION COMMUNES AUX MISSION DE REPÉRAGES DES MPCA

La mission est conduite conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

La mission de repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) comprend différentes étapes consécutives :

- Préparation de la mission de repérages ;
- Inspection visuelle ;
- Sondage ;
- Prélèvement ;
- Analyse des échantillons ;
- Rapport de repérages ;
- Complément de mission (le cas échéant).

1.2.1.1 Préparation de la mission de repérage

Le titulaire doit :

- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant à l'étendue de sa mission.
- Examiner les rapports de mission de repérages ou diagnostics existants et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le récolement des résultats.
- Effectuer une visite de reconnaissance préalable. Pour les repérages amiante avant travaux et repérages avant démolition, la visite de reconnaissance est effectuée suffisamment en amont de l'inspection visuelle afin de permettre au service bénéficiaire de préparer les moyens d'accès nécessaires ainsi que les investigations qui ne pourraient être réalisées par le titulaire par ses propres moyens.
- Pour les rapports de repérages avant travaux, analyser le programme détaillé des travaux fournis par le service bénéficiaire afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.

1.2.1.2 Cas particuliers des enrobés bitumineux

Dans le cas d'un repérage porté sur un enrobé bitumineux (voirie), les prélèvements et analyses effectués par le titulaire permettront de détecter la présence ou non d'amiante. Si l'analyse se révèle positive, le titulaire procédera à la recherche par analyse d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

1.2.2 REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX

L'objectif est entre autres de connaître la présence d'amiante dans les composants concernés par des travaux programmés. Le titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant travaux, sur le périmètre des travaux projetés. La mission comprend, outre les éléments communs à l'ensemble des missions de repérages, les éléments suivants :

- Examen du programme détaillé des travaux remis par le service bénéficiaire ;
- Remise d'un programme de repérage pour information au service bénéficiaire ;
- La mise à jour du DTA, incluant la production d'une fiche récapitulative même en l'absence de nouveau matériau contenant de l'amiante.

1.2.3 REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION

Il s'agit de faire réaliser, préalablement à des travaux de démolition dans un bâtiment, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante.

Conformément à l'article R.111-45 du Code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage d'une opération de démolition de bâtiment réalise un diagnostic portant sur les déchets issus de ces travaux dans les conditions suivantes :

- Préalablement au dépôt de la demande de permis de démolir si l'opération y est soumise ;
- Préalablement à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés relatifs aux travaux de démolition dans les autres cas.

Le diagnostic mentionné à l'article R. 111-45 du Code de la construction ci-dessus mentionné fournit la nature, la quantité et la localisation dans l'emprise de l'opération de démolition :

- Des matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des bâtiments ;
- Des déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments.

Ce diagnostic fournit également :

- Les indications sur les possibilités de réemploi sur le site de l'opération ;
- L'estimation de la nature et de la quantité des matériaux qui peuvent être réemployés sur le site ;
- À défaut de réemploi sur le site, les indications sur les filières de gestion des déchets issus de la démolition ;
- L'estimation de la nature et de la quantité des matériaux issus de la démolition destinés à être valorisés ou éliminés.

Le diagnostic est réalisé suite à un repérage sur site.

1.3 MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

1.3.1 TYPOLOGIE DES MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

Les mesures commandées dans le présent CCTP sont les mesures environnementales susceptibles d'être commandées par le service bénéficiaire en tant que propriétaire, occupant ou maître d'ouvrage.

Les mesures sont réalisées conformément à l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis.

Mesures d'empoussièrement dans l'utilisation normale des locaux

Ces mesures ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante liée à la surveillance périodique des flocages, calorifugeages et faux-plafonds ou des matériaux relevant de la liste B ainsi que les mesures d'empoussièrement requises en application des articles du Code de la santé publique.

Mesures d'empoussièrement faisant suite à un incident

Ces mesures ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante liée à un incident affectant un matériau amianté (dégradation accidentelle, choc, etc.).

Mesures d'empoussièrement liés à la réalisation de travaux intérieurs

Ces mesures ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante dans le cadre de la gestion de travaux intérieurs liés à l'amiante.

Mesures d'air extérieur

Ces mesures environnementales ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante liée notamment à la gestion de travaux de traitement d'amiante ou à la présence de terrains amiantifères.

1.3.2 MODALITÉS DE RÉALISATION

1.3.2.1 Stratégie d'échantillonnage

Préalablement à l'établissement de son offre, le titulaire indique au service bénéficiaire le nombre de prélèvement de chaque type à effectuer en application de la stratégie d'échantillonnage définie par la norme NF EN ISO 16000-7 d'août 2007.

Le titulaire est responsable du type de mesure à mettre en œuvre au regard du besoin décrit dans les pièces marchés et choisit celui approprié par rapport à l'objectif recherché.

La stratégie d'échantillonnage devra être communiquée dans le cadre de l'offre du titulaire.

1.3.2.2 Méthodes de mesures en fonction de la typologie

- Les mesures relatives à l'utilisation normale des locaux ;
- Les mesures faisant suite à un incident, sauf en cas d'évacuation ;
- Les mesures « point zéro » ;
- Les mesures dans les locaux maintenus en, activité pendant travaux ;

Elles sont réalisées pendant des périodes représentatives de l'activité, dont les périodes d'activité maximale, et dans des conditions normales d'utilisation des locaux (notamment en ce qui concerne les conditions de chauffage et de ventilation).

Pour les locaux non maintenus en activité ou occasionnellement visités, les prélèvements sont réalisés avec simulation de l'occupation humaine.

Les mesures d'empoussièrement faisant suite à des travaux, avant restitution des locaux, sont réalisées dans des conditions normales d'utilisation des locaux (notamment en ce qui concerne les conditions de chauffage et de ventilation) et simulation de l'occupation humaine.

Dans le cas où le titulaire rencontrerait une difficulté entraînant l'impossibilité de réaliser les prélèvements demandés, il en avise sans délai le service bénéficiaire.

1.3.2.3 Analyse et rapport

L'analyse des mesures intègre le comptage des fibres longues (fibres OMS) et fines d'amiante (FFA) et le comptage des fibres courtes d'amiante (FCA).

Le service bénéficiaire précise, le cas échéant, les mesures d'empoussièrement commandées concernées par cette demande.

En cas de demande relative au comptage des FCA, le rapport d'analyse fait apparaître de manière distincte les résultats obtenus pour ces fibres (nombre d'ouvertures de grilles observées, sensibilité analytique, nombre de fibres comptées et valeur finale en nombre de fibres d'amiante par litre d'air, type amiante).

1.4 EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE

L'objectif est de vérifier que le retrait des composants contenant de l'amiante de la liste A et B a été effectué comme prévu au programme de travaux de retrait d'amiante.

À l'issue des travaux de retrait de l'amiante, le titulaire procède notamment à la visite des zones de travaux afin d'effectuer l'examen visuel des zones traitées incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, Code de la santé publique R1334-29-3.

1.4.1 MÉTHODOLOGIE DE L'EXAMEN VISUEL AMIANTE

L'examen visuel est réalisé conformément à la norme NF X 46-021, pour chaque zone traitée, à l'issue des travaux de désamiantage.

L'examen visuel se déroule en deux phases s'intégrant dans le processus de réception des travaux de retrait des MPCA de la liste A et B :

- La première étape a lieu avant dépose du confinement et avant réalisation des mesures d'empoussièrement « de première restitution, dite libératoire ». À l'issue de cette étape, l'entreprise de travaux doit remédier aux remarques émises par le titulaire sur toute la zone de retrait ;
- Si la première étape a permis de déclarer la zone de désamiantage conforme avec ou sans remarques, la deuxième étape a lieu après dépose du confinement. La deuxième étape est effectuée par le même technicien, sauf impossibilité dûment justifiée.

1.4.2 MODALITÉS DE LA PREMIÈRE ÉTAPE DE L'EXAMEN VISUEL APRÈS DÉSAMANTAGE

L'examen visuel est effectué après autocontrôle du titulaire du résultat de la mesure d'empoussièrement. Une visite globale initiale porte sur la totalité de la zone de retrait, visant à déceler la présence de résidus tels que fragments ou débris de flocage.

Si le titulaire estime que le nettoyage ou le retrait n'est pas achevé, il conclut directement sur la non-conformité à cette étape.

1.4.2.1 *Méthode de l'intervention*

L'examen visuel doit, sauf impossibilité technique, être réalisé en lumière rasante, à l'aide d'une torche à forte luminosité.

Si la vision directe n'est pas possible, un miroir ou tout autre outil de vision indirecte doit être utilisé.

1.4.2.2 *Procès-verbal de visite*

Pour permettre de traiter immédiatement les reprises nécessaires, et éviter de stopper un chantier en l'attente du constat, un procès-verbal de visite peut être communiqué immédiatement à l'entreprise en charge des travaux à la fin des prestations. Le procès-verbal de visite ne se substitue pas au constat.

1.4.2.3 *Constat de la première étape de l'examen visuel*

Le titulaire remet un constat de la première étape d'examen visuel au service bénéficiaire qui le transmet au maître d'œuvre et à la société ayant réalisé les travaux de retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante.

1.4.3 MODALITÉS DE LA DEUXIÈME ÉTAPE D'EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX

1.4.3.1 *Conditions d'intervention*

AE valant CCP / CCTP

Diagnostic amiante sur enrobé

Opération de construction d'un parking pour le futur commissariat de police à Epinay-sur-Seine

La seconde étape de l'examen visuel est effectuée dans les conditions suivantes :

- Le service bénéficiaire ou l'entreprise de désamiantage transmet au titulaire une attestation ou un rapport de levée des éventuelles réserves.
- Après réception de ce document, le technicien d'examen visuel vérifie sur site la levée des éventuelles remarques lors de la première étape de l'examen visuel. Une visite générale porte sur toute la zone de retrait, visant à valider que le nettoyage de la zone a été effectué, en particulier des surfaces découvertes suite à la dépose du confinement.

1.4.3.2 Rapport d'examen

Le titulaire remet un rapport d'examen visuel au service bénéficiaire qui le transmet à l'entreprise ayant réalisé les travaux de retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Le titulaire met également à jour le DTA et la fiche récapitulative.

En cas de non-conformité(s) relevée(s) au cours de la deuxième étape de l'examen visuel, la zone de retrait examinée est déclarée non conforme.

1.5 PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE ET/OU AFFICHAGE DE PLAN PAR ZONE

L'objectif est de répondre aux préconisations définies par la circulaire du 28 juillet 2015 du ministère de la décentralisation et de la fonction publique, relative aux dispositions applicables en matière de prévention du risque d'exposition à l'amiante dans la fonction publique.

Cette circulaire prévoit la mise en place de dispositifs de prévention collective et individuelle, et notamment qu'une signalétique claire soit mise en place, sous la responsabilité du chef d'établissement, dans les zones et sur les matériaux contenant de l'amiante, de manière à éviter toute intervention malencontreuse due à l'absence ou à une mauvaise information.

Dans ce but, selon le choix du service bénéficiaire, le titulaire peut être chargé :

- De la fourniture et de la pose des pictogrammes auto-adhésifs sur toutes les parties d'ouvrages identifiées comme contenant de l'amiante, ou bien, pour les supports non adaptés à l'apposition de tels autocollants, à proximité immédiate de ces supports ;
- De la fourniture et la pose d'affichette (texte sans plan ni croquis) de repérage précisant la nature et la localisation des matériaux amiantés, lisibles depuis l'entrée du local. Le format, le contenu et le positionnement de l'affichette sont établis en concertation avec le service bénéficiaire ;
- De la conception et de la fourniture de plans plastifiés parfaitement lisibles (échelle 1/100 souhaitée) permettant l'identification et le positionnement des matériaux amiantés sur une zone définie (étage, partie d'étage, etc.) les plans sont établis en concertation avec le service bénéficiaire qui fournit les supports de plan à partir desquels le titulaire réalise la signalétique et en assure la pose. Le titulaire remet également les plans dématérialisés dans un format permettant leur modification ultérieure.